Communiqué de presse

Les syndicats canadiens prennent des risques pour défier la liste ‘terroriste’ du Conseil de sécurité de l’ONU

18 mai 2010, Ottawa – Des leaders syndicaux, qui représentent des millions de travailleurs et travailleuses partout au Canada, ont annoncé durant une conférence de presse à Ottawa qu’ils défient un décret de l’ONU en embauchant M. Abdelrazik, une action considérée comme illégale. M. Abdelrazik, dont l’histoire de détention et torture au Soudan impliquant le gouvernement canadien a défrayé les manchettes l’année dernière, figure toujours sur une liste noire de l’ONU connue comme la ‘liste 1267’. Les syndicats payent M. Abdelrazik pour travailler à documenter son histoire.

D’après les lois canadiennes, il est illégal pour tout Canadien de “fournir ou récolter par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, des fonds avec l’intention qu’ils soient utilisés” par les individus sur la liste. Ceci empêche M. Abdelrazik de travailler, puisque toute personne lui payant un salaire pourrait être accusée. La peine pourrait s’élever à 10 années de prison.

Hassan Yussuff, le Secrétaire Trésorier du Congrès du Travail du Canada a déclaré : “Nous faisons cette étape en pleine conscience du fait que cela pourrait être considéré comme illégal. Nous espérons que d’autres syndicats et fédérations du travail nous rejoindront et embaucheront M. Abdelrazik afin qu’il documente son histoire. Ainsi, d’autres canadiennes et canadiens pourront être sensibilisés sur les impacts de l’agenda de sécurité sur des personnes innocentes.” Référant à un incident survenu en 1946, où une femme noire canadienne fut emprisonnée pour avoir violé des lois ségrégationnistes, et comparant la liste 1267 à une version contemporaine de ces lois, M. Yussuff a annoncé que le CLC allait embaucher M. Abdelrazik pour une semaine.

« Le STTP est fier d’être en solidarité avec M. Abdelrazik en brisant ces sanctions. Nous comprenons que le fait de l’engager va à l’encontre de la loi ‘1267’, mais il est important de poser des gestes concrets. Nous espérons de cette façon créer un mouvement, afin que d’autres nous rejoignent jusqu’à ce que le gouvernement Harper prennent des mesures concrètes afin de faire retirer son nom de la liste et jusqu’à ce que cette liste soit abolie », a soutenu Denis Lemelin, président du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes.

En 2007, le SCRS et la GRC ont tous deux procédé à des révisions et ont conclu qu’ils n’avaient rien contre M. Abdelrazik. Alors que le Canada a adopté la position qu’il devrait être retiré de la liste 1267, le gouvernement continue de lui imposer des sanctions au Canada. Le compte bancaire de M. Abdelrazik a été gelé plus tôt cette année.

Dave Ritchie, le Vice-président général de l’Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l’aérospatial, a déclaré « L’AIMTA est fière de faire partie de cette campagne, surtout parce que M. Abdelrazik est machiniste. Ironiquement, la Charte des droits humains de l’ONU dit que chacun a le droit de travailler et de vivre

dans la dignité – et pourtant, un petit groupe dans la même structure de l'ONU peut refuser à quelqu'un ce droit fondamental et ce, sans cause ni preuve. Le mouvement syndical connaît trop bien la manière dont des personnes innocentes peuvent être balayé et voir ses droits bafoués – et nous exigeons la fin du mauvais traitement d'un collègue travailleur, machiniste et canadien ».

« Je semble peut-être libre, mais en réalité, je suis toujours dans une sorte de prison », a exprimé M. Abdelrazik. « Je me sens isolé des autres canadiens, je n'ai pas les mêmes droits que tous sont supposés d'avoir. Je veux simplement retrouver une vie normale pour moi-même et ma famille. Le soutien des travailleurs annoncé aujourd'hui me fait sentir moins seul : maintenant, ils sont tous ensemble avec moi ».

Une campagne intitulée **POUR UN TRAVAIL JUSTE! JUSTE POUR TRAVAILLER!**, initiée par le Projet Retour au Bercaïl, basé à Montréal, invite les organisations à fournir du soutien financier à M. Abdelrazik en l'embauchant pour une journée, afin de documenter son histoire.

Plus tôt ce mois-ci, le Congrès du travail du Canada a lancé un appel aux Fédérations du travail et aux Conseils du travail partout au Canada à se joindre à cette campagne contre le régime 1267 du Conseil de sécurité de l'ONU, en soutien à M. Abdelrazik et au droit de travailler librement et en toute dignité. Les résolutions de la campagne appelle à lever les sanctions pesant sur M. Abdelrazik; contacter tous les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, afin de les informer que le retrait de M. Abdelrazik de la liste 1267 est une priorité diplomatique pour le Canada; et révoquer les règlements appliquant le régime 1267 au Canada, en tant que premier pas pour démontrer l'opposition ferme du Canada à ce régime

À l'heure actuelle, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), le Congrès du travail du Canada (CTC), l'Association internationale des machinistes (AIMTA) et le Conseil du travail du District de Windsor se sont joints à cette rébellion ouverte contre le régime de sanctions. D'autres fédérations du travail, conseil du travail et syndicats se joignent à la campagne chaque jour.

Contexte

La "liste 1267" n'est pas rien qu'une liste d'interdiction de vol; elle impose un gel total des avoirs des individus listés. Les individus listés n'ont pas le droit à une audience avant d'être listés, font face à de vagues allégations et n'ont accès à aucune preuve.

Le régime 1267 fait face à de plus en plus d'attaques. En juin 2009, la Cour Fédérale du Canada a lancé une attaque cinglante à sa légitimité, affirmant : "il n'y a rien dans les procédures de la liste qui reconnaisse les principes de justice nationale". En janvier 2010, la Cour Suprême de Grande-Bretagne a cassé la loi d'application dans ce pays. En mars, le Parlement suisse a adopté une résolution contre ce régime. En avril, plus de 170 personnes de partout au Canada se sont joints à un "téléthon anti-sanctions" et ont fait des dons à Abdelrazik en défiant ouvertement la loi. On s'attend depuis longtemps à ce que

les avocats de M. Abdelrazik annoncent une contestation légale du régime.

M. Abdelrazik a été arrêté au Soudan à la demande du Service Canadien de Renseignement de Sécurité (SCRS) en 2003. Emprisonné sans accusations deux fois, pour un total de plus de vingt mois, il a été battu et torturé. Dans ce contexte, il a été interrogé par deux agents du SCRS. Libéré de prison, il s'est vu refusé le retour au Canada, en grande partie parce que son nom a été ajouté à la liste 1267 peu de temps après sa dernière sortie de prison en 2006.

L'indignation publique – dont une grande mobilisation des syndicats – et un ordre de la Cour Fédérale ont finalement forcé le gouvernement à le rapatrier en juin 2009. Le 27 juin 2010 marquera le premier anniversaire du retour de M. Abdelrazik au Canada après six ans d'exil forcé et d'emprisonnement injuste au Soudan. Bien qu'il soit de retour au bercail, il n'est pas encore libre.

Contacts Media:

Projet Retour au Bercail, 514 222 0205 cell

Karl Flecker, Congrès du Travail du Canada 613.614.7065 cell

Plus d'informations:

Projet Retour au Bercail - www.commissionpopulaire.org/fr/abdelrazik